

Mais on a fait clairement savoir que la communauté mondiale ne resterait pas passive pendant que les pouvoirs des tribunaux étaient exploités abusivement pour écraser l'opposition démocratique légitime. Et je suis heureux de confirmer ici que le gouvernement canadien a renouvelé le financement de l'IDAFSA Canada pour la prochaine année. Dans les mois cruciaux qui nous attendent, nous maintiendrons un dialogue actif avec l'Archevêque Scott et ses collègues sur les façons les plus efficaces de réagir à l'évolution de la situation en Afrique du Sud.

Ce n'est que l'une des diverses mesures que le gouvernement canadien prend pour promouvoir le changement pacifique en Afrique du Sud. La semaine dernière, j'ai présidé la réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe tenue à Abuja, au Nigeria. Le Comité devait déterminer la réponse appropriée à donner à une Afrique du Sud en transition, dont l'avenir était prometteur mais pas encore assuré. Le Comité a reconnu l'importance de poursuivre les efforts pour encourager le dialogue et les négociations vers un régime démocratique non racial.

Le Canada joue déjà un rôle actif dans ce domaine, un rôle qu'il entend maintenir. Nous avons souligné l'urgente nécessité de déborder le processus de négociation et d'aider à préparer l'émergence de l'Afrique du Sud qui succédera à l'apartheid. Nous avons annoncé l'octroi de 1 million \$ de plus cette année pour élargir nos programmes d'éducation et de formation pour les Noirs de l'Afrique du Sud.

Nous avons aussi réexaminé la question des sanctions. Un jour, pas trop lointain nous l'espérons, des changements nets et irréversibles nous amèneront à réduire un peu la pression qui aura contribué à obtenir ces changements. Mais à cette étape cruciale, nous avons pris pour position que la bonne façon de promouvoir le processus de démocratisation en Afrique du Sud était de maintenir les sanctions en place. Le fait d'assouplir dès maintenant ces sanctions risquerait de faire avorter le processus de négociation avant même qu'il ait vraiment été engagé. Et étant donné l'importance d'amener la communauté internationale à agir de façon concertée et à ne pas assouplir prématurément les sanctions, nous avons vivement incité la Communauté européenne et les grands pays occidentaux à maintenir les sanctions.

L'apartheid est l'une des plus importantes questions internationales de notre temps. L'IDAFSA a été à l'avant-plan de la lutte contre l'apartheid -- du procès Rivonia dans les années soixante au procès de Delmas pour trahison dans les années quatre-vingt. Cette conférence annuelle vous donne la possibilité de réfléchir, de planifier et de renouveler votre détermination à lutter pour la protection des droits de la personne et de la démocratie en Afrique du Sud.